

Art. 11. — Le secrétaire d'Etat à l'aviation est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 27 janvier 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
G. BERGERET.

Administration centrale.

Par arrêté du 11 mars 1941, M. Lambert (Robert), auxiliaire temporaire de service, a été nommé gardien de bureau stagiaire à l'administration centrale, à compter du 1^{er} janvier 1941 (5^e tour de nomination, candidat civil).

Cette nomination est faite sous réserve de l'application des dispositions de l'article 51 de la loi du 30 mars 1929.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU RAVITAILLEMENT

Office national interprofessionnel des céréales.

Par arrêté en date du 21 mars 1941 du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et du secrétaire d'Etat au ravitaillement, M. Perier a été nommé membre du comité de gestion interprofessionnel de l'office national interprofessionnel des céréales, au titre de représentant de la boulangerie.

Il aura comme suppléant M. Guillec.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A L'ÉDUCATION NATIONALE ET A LA JEUNESSE

N° 1290. — Décret du 22 mars 1941 relatif
aux chargés de missions.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu la loi de finances du 28 décembre 1930;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Décrètons:

Art. 1^{er}. — Dans la limite des crédits ouverts au budget de son département, le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse peut faire appel temporairement pour les besoins du commissariat général à l'éducation générale et aux sports, à des chargés de missions.

Art. 2. — Les chargés de missions, dont le nombre maximum est fixé à dix, pourront recevoir des indemnités forfaitaires mensuelles, exclusives de toute rémunération accessoire en dehors des allocations familiales et fixées:

Pour neuf d'entre eux au minimum de 5.000 fr.;

Pour un d'entre eux au maximum de 6.000 fr.

Art. 3. — Pour le remboursement des frais de missions et de transport les chargés de missions seront classés dans le groupe II, lorsque leur rémunération mensuelle est supérieure à 2.800 fr., et dans le groupe III, lorsqu'elle est inférieure au chiffre précédent.

Art. 4. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 22 mars 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et à la jeunesse,
JÉRÔME CARCOPINO.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

N° 1290. — Décret du 22 mars 1941 relatif
au traitement du commissaire général à
l'éducation générale et aux sports.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu l'article 55 de la loi de finances du 25 février 1901;

Vu la loi du 7 août 1940 portant création d'un commissariat général à l'éducation générale et aux sports;

Vu la loi du 12 novembre 1940 portant organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Décrètons:

Art. 1^{er}. — Le traitement annuel du commissaire général à l'éducation générale et aux sports est fixé à 150.000 fr.

Art. 2. — Le traitement fixé par le présent décret est exclusif de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage accessoire de quelque nature que ce soit ne peut être attribué au commissaire général à l'éducation générale et aux sports, que dans les limites et conditions fixées par un arrêté interministériel signé par le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 22 mars 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le secrétaire d'Etat
à l'éducation nationale et à la jeunesse,
JÉRÔME CARCOPINO.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Retrait de fonctions.

Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Vu la loi du 17 juillet 1940 concernant les magistrats et les fonctionnaires et

agents civils ou militaires de l'Etat relevés de leurs fonctions;

Vu la loi du 23 octobre 1940 prorogeant et modifiant les dispositions de la loi du 17 juillet 1940;

Vu la loi du 27 juillet 1940 relative à la forme des actes administratifs individuels,

Arrête:

Art. 1^{er}. — M. Bonnacase, professeur à la faculté de droit de l'université de Bordeaux, est placé dans la position prévue par l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1940 et bénéficiera, en conséquence, des dispositions de l'article 2 de cette loi.

Art. 2. — Le directeur de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à dater du 8 mars 1941.

Fait à Vichy, le 9 mars 1941.

JÉRÔME CARCOPINO.

Création d'un atelier école.

Par arrêté en date du 13 mars 1941, un atelier école de filles est créé à la rue Victor-Lépine.

Concours des bourses de l'enseignement technique.

Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Vu le décret du 12 février 1926, modifié par le décret du 22 juillet 1935;

Vu l'arrêté du 15 février 1926, modifié par l'arrêté du 23 février 1933, du 22 juillet 1935 et du 21 mars 1938;

Vu la loi du 23 octobre 1940;

Vu le décret du 17 janvier 1941 et l'arrêté du même jour, pris en application de ce décret;

Vu le décret du 12 février 1941,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Les boursiers de troisième série sont recrutés parmi les élèves de la classe de première année des écoles pratiques, des écoles de métiers, des sections techniques d'écoles primaires supérieures et des sections professionnelles de cours complémentaires, âgés de moins de quinze ans au 31 décembre de l'année en cours qui ont subi avec succès un examen d'aptitude.

Les bourses de troisième série donnent accès à la classe de deuxième année des écoles précitées.

Les boursiers de quatrième série sont recrutés parmi les élèves de la classe de deuxième année des écoles pratiques, des écoles de métiers, des sections techniques d'écoles primaires supérieures et des sections professionnelles de cours complémentaires, âgés de moins de seize ans au 31 décembre de l'année en cours, qui ont subi avec succès un examen d'aptitude.

Les bourses de quatrième série donnent accès à la classe de troisième année des écoles précitées.

Art. 2. — Les examens d'aptitude pour la troisième et la quatrième série ont lieu un jeudi du mois de mai au chef-lieu de chaque département.

La commission d'examen est nommée par le recteur. Elle est présidée par l'inspecteur d'académie. Elle est composée d'au moins quatre membres appartenant au personnel de l'enseignement technique.